

- **Le Figaro**, A, Paris, 02/04/2011 - page 18 - 6010 signes
- Michel **Godet**
- Débats et Opinions

Le mal est en nous, les solutions aussi !

L'auteur, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, réagit au rapport du médiateur de la République sur le moral des Français.

Le récent rapport du médiateur de la République a été présenté dans ces colonnes comme « *crépusculaire* ». Jean-Paul Delevoye a rédigé un testament réquisitoire sur l'impuissance et la dés humanisation de l'administration qui conduit 40 % des Français à se sentir oubliés. Tout se passe comme si les administrations avaient perdu le sens de l'intérêt général et donnaient l'impression d'être d'abord préoccupées par le bonheur de leurs agents et la tranquillité de leurs responsables, qui ne font que passer à un poste (moins de quinze mois pour un préfet et en général trois ans pour un cadre administratif). Certains personnels, dépassés par le maquis réglementaire d'un modèle soviétique en train d'échouer et le mépris de la société à leur égard, se réfugient dans l'anonymat des réponders téléphoniques et des courriers sans réponse pour se consacrer à l'optimisation individuelle de leur temps libre et finissent par poser leurs jours de travail autour des nombreuses semaines de congés (11 avec les RTT, voire 15 en ajoutant l'absentéisme, selon la Cour des comptes).

La France a 1 million de fonctionnaires de plus qu'en 1980, une augmentation due pour l'essentiel à l'inflation des recrutements dans la fonction publique territoriale (+ 67 000 emplois en 2010). La justice, la santé et la police manquent d'effectifs opérationnels, surtout depuis la mise en place des 35 heures, dont on n'a pas fini de payer les conséquences désastreuses pour le fonctionnement des services publics.

Le médiateur excelle dans le diagnostic noir de la société française et dans les vœux pieux, mais ne propose aucun remède concret. Il dénonce le triomphe des égoïsmes et des corporatismes et en appelle à la responsabilité des politiques. Les hommes ne changeront pas, ils sont capables du meilleur comme du pire. Ce sont les règles du jeu et de gouvernance qu'il faut revoir : un président élu pour sept ans avec un mandat non renouvelable, l'interdiction du cumul des mandats, celle de rester fonctionnaire quand on est élu (comme en Grande-Bretagne), permettre à tout fonctionnaire qui souhaite une carrière plus dynamique et responsable de devenir contractuel, exiger trois ans d'expérience professionnelle privée pour se présenter à un concours de la fonction publique. Les idées ne manquent pas !

Il y a pourtant urgence. Car si la France recule en matière de compétitivité par rapport à l'Allemagne notamment, où le coût du travail est devenu plus faible, c'est aussi en raison du poids excessif des dépenses publiques, qui représentent chez nous 10 points de plus du PIB (54 %, contre 44 %).

Comment faire fonctionner les fonctionnaires ? Comment rendre les services publics plus efficaces ? La Suède a montré le chemin en supprimant le statut de fonctionnaire au nom de l'égalité de traitement entre les citoyens et en instaurant des agences de services publics. Un CDI pour tous les citoyens après une période d'essai et d'apprentissage en CDD. Voilà la réforme que n'a pas osée Nicolas Sarkozy au moment du débat sur les retraites en mettant à plat toutes les inégalités des revenus et de statuts.

Qui aura le courage de lancer ces réformes de bon sens ? Apparemment, aucun des candidats avancés jusqu'ici pour 2012. Pour gagner des voix, il faut plaire et promettre qu'on ne touchera pas aux acquis, toujours justes pour ceux qui en profitent. Seuls les riches sont minoritaires, il y a donc un consensus pour les faire payer, et tant pis s'ils partent et si la France s'appauvrit d'autant de capitaux investis ailleurs. La conquête du pouvoir à court terme se moque de l'avenir.

La France qui se reflète dans les médias va mal. Pendant ce temps-là, certains des moins biens lotis entreprennent, construisent sur une génération et accomplissent des miracles de développement. Il ne faudrait pas grand-chose pour enlever les bâtons des roues de ceux qui ont des idées et prennent des initiatives, y compris dans les administrations et les services publics. La preuve, dans *Bonnes nouvelles* *, nous montrons comment Patrick Négaret, depuis vingt ans à la tête de l'assurance-maladie de la Sarthe, s'est attaché à responsabiliser ses collaborateurs et les

citoyens autour de la santé active et préventive. Ce management réussi a permis de diviser par trois les arrêts maladie sans bourse délier.

C'est la bonne nouvelle du testament du médiateur : les murs de nos administrations sont aussi fissurés que l'était celui de Berlin. Ils vont s'effondrer à leur tour. Le mal est en nous, les solutions aussi. Si chacun d'entre nous bouge là où il se trouve, c'est l'ensemble de la société française qui va se remettre en ordre de marche !

* « *Bonnes nouvelles des conspirateurs du futur* » aux éditions Odile Jacob.

Merci d'envoyer vos tribunes à debats@lefigaro.fr

Marie-Laetitia Bonavita

Débats Opinions

14 boulevard Haussmann - 75438 Paris Cedex 09



+33 (0)1 57 08 55 49

+33 (0)1 57 08 57 78

mlbonavita@lefigaro.fr

www.lefigaro.fr